



COUP D'OEIL DE L'OBSERVATOIRE

GUERRE CONTRE LA DROGUE AUX PHILIPPINES : LA CPI S'EMPARE DU DOSSIER

Le journal philippin Pinoy Weekly partage en images le 18 juillet dernier un rassemblement de familles de victimes des violences perpétrées pendant la guerre contre la drogue sous l'ex-président Rodrigo Duterte. Ce rassemblement survient suite à la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de rejeter la demande du gouvernement philippin d'interrompre les investigations sur les meurtres extrajudiciaires commis dans le pays entre novembre 2011 et mars 2019 dans le cadre de la campagne anti-drogue. C'est une petite victoire pour les familles des victimes, comme pour Emily, interviewée par le média et mère d'un garçon de 15 ans tué durant la campagne contre la drogue.

Le 24 mai 2021, le procureur de la CPI a fait parvenir une demande d'autorisation à la Chambre de première instance afin de lancer une enquête judiciaire au sujet de crimes relevant de la compétence de la Cour. En effet, la Chambre a noté que l'élément spécifique constitutif du meurtre en tant que crime contre l'humanité a été réalisé.



AUTEURE

DIANA LUCIO CATALAN

Diana Catalan est finissante à la maîtrise en affaires publiques et internationales, et bachelière en études internationales avec concentration en droit et gouvernance, à l'Université de Montréal. Ses champs d'intérêt gravitent autour des enjeux socio-économiques et de gouvernance dans les régions de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-est. Elle s'intéresse particulièrement aux droits de la personne, des réfugiés, migrants et travailleurs.



Une femme serre le corps de son mari, abattu par fusil par un inconnu qui a laissé son cadavre dans la rue avec un avis l'accusant d'être un trafiquant de drogue. / Photo par NOEL CELIS/Getty Images

La campagne menée par Duterte a causé d'après les estimations entre 12 000 et 30 000 morts, la plupart dans les zones urbaines les plus pauvres. Au moins 2 555 morts seraient directement attribuées à la Police nationale philippine. Pour l'ancien président Duterte, cette violence est une réponse ouvertement promise lors de sa campagne électorale pour combattre

campagne électorale pour combattre le crime, la prolifération de l'usage des drogues et la corruption dans le pays.

Les opérations menées sous Duterte, connues sous le terme Tokhang, ciblaient des utilisateurs ou vendeurs de drogue suspects dits "de bas niveau", tout comme ceux de "haut niveau", appelés "High Value Targets".



Des manifestants devant le palais Malacanang à Manila, Philippines, en Juin 2021 / Aaron Favila, 2021/Human Rights Watch

En novembre de la même année, le gouvernement philippin demandait à la CPI de déférer l'investigation, appelant au principe de complémentarité voulant que le gouvernement visé ait la responsabilité première et le droit de traiter des crimes internationaux commis sur son territoire, conformément à l'Article 18 du Statut de Rome. En effet, la CPI ne peut exercer sa juridiction sur une affaire seulement si les instances judiciaires nationales ne remplissent pas leur devoir d'enquêter sur les crimes commis sur leur territoire. Cette demande a été rejetée par la Cour en janvier 2023; celle-ci concluant après délibération que le gouvernement visé n'a pas démontré avoir mené des investigations sur les meurtres ni la volonté d'entamer une telle enquête.

Cette décision a été portée en appel par la République des Philippines en février dernier, mais se voit de nouveau rejetée, annonce la Chambre d'appel de la CPI en juillet dernier.

De son côté, l'actuel président des Philippines, Ferdinand Marcos Jr, annonce le désengagement du gouvernement dans ce dossier, coupant toute communication avec la Cour et dénonçant l'ingérence de celle-ci dans les affaires internes du pays, qualifiant même ce geste d'une attaque à sa souveraineté.

Rappelons que les Philippines se sont retirées du traité du Statut de Rome en 2019, supprimant de ce fait leur reconnaissance de la juridiction de la Cour

pénale internationale. La notion de non-reconnaissance n'étant pas rétroactive, la Cour peut toujours agir sur les crimes commis avant le désengagement de l'État du Statut.

Un premier pas vers la justice

Ce n'est pas moins de 1530 victimes individuelles et 1050 familles dans le pays selon la CPI, qui sont soulagées de voir se concrétiser une investigation. Certaines familles attendent une telle procédure depuis près d'une décennie, alors que d'autres préfèrent rester dans le silence et oublier le passé, rapporte l'organisation philippine Rise Up for Life and Rights.

Parmi celles-ci, ce sont 293 victimes individuelles et 366 familles qui sont représentées dans huit poursuites collectives présentées devant la Cour.

La Chambre de première instance lance alors les investigations sur les meurtres, et rapporte de plus des actes de torture, de traitements inhumains, des emprisonnements et autres privations de liberté, des cas de disparitions forcées et de violences sexuelles.

Pour l'alliance Rise for Life and Rights et les victimes de la guerre contre la drogue, le rejet de la demande du gouvernement d'interrompre l'enquête représente un premier pas vers la justice, et vers une société philippine libre de violences.

RÉFÉRENCES

[1] « Situation en République des Philippines: la Chambre d'appel de la CPI confirme l'autorisation de reprendre les enquêtes. » Cour pénale internationale, 18 juillet 2023. <https://www.icc-cpi.int/fr/news/situation-en-republique-des-philippines-la-chambre-dappel-de-la-cpi-confirme-lautorisation-de>

[2] « International Criminal Court's Philippines Investigation. » Human Rights Watch, 23 février 2023. <https://www.hrw.org/news/2023/02/13/international-criminal-courts-philippines-investigation>